

Marché de services

**COLLECTE EN PORTE A PORTE
DES DECHETS MENAGERS ET EMBALLAGES**

Marché n°2025-14

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur : **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DES ABERS**

Mode de consultation : Procédure adaptée

**Cette procédure est intégralement dématérialisée.
La réponse à la présente consultation devra se faire de manière
Électronique par le biais de la salle des marchés Mégalis Bretagne.**

Pli à remettre avant le 25 juin 2025, 12h00

1. Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet des prestations de collecte en porte à porte, sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays des Abers, des déchets ménagers et emballages.

2. Caractéristiques du contrat

2.1 Décomposition en lots et montants

Lot unique.

Conformément à l'article R.2113-2 du Code de la Commande Publique, le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement dans la mesure où cela rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations (les fournitures sont liées et donc indissociables).

2.2 Durée du contrat et délais d'exécution

Le contrat commencera à sa notification.

La date de commencement des prestations de collecte est fixée au 1^{er} septembre 2025.

Quelle que soit la date de commencement, le contrat se terminera le 31 août 2026.

Il est reconductible 1 fois pour six mois.

3. Caractéristiques de la consultation

3.1 Procédure

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée (procédure ouverte), en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique.

3.2 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

BOURG-BLANC / COAT-MÉAL / KERSAINT-PLABENNEC / LANDÉDA / LANNILIS / LE DRENNEC / LOC-BRÉVALAIRE
PLABENNEC / PLOUGUERNEAU / PLOUGUIN / PLOUVIEN / SAINT-PABU / TRÉGLONOU

3.3 Insertion professionnelle

Le marché comporte des conditions d'exécution comprenant des éléments à caractère social destinés à promouvoir l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées du milieu de l'emploi.

A ce titre, les éléments détaillés sont contenus dans le Cahier des Clauses Particulières spécifique à l'action d'insertion professionnelle ainsi que dans l'annexe au contrat.

3.4 Dépôt de question et modifications de la consultation

Les candidats peuvent poser des **questions jusqu'à huit jours calendaires inclus** avant la remise des plis, via la plateforme Mégalis <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargées le dossier après identification, six jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Le Pays des Abers peut modifier le dossier de consultation jusqu'à six jours calendaires avant la remise des plis.

Pour le calcul de ce délai de six jours, la date à prendre en compte est celle de l'envoi par l'EPCI de ces modifications ou compléments.

Dans tous les cas, les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, les dispositions ci-dessus sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Le nombre de jour comprend le jour de remise des plis.

4. Composition du dossier de consultation

Les pièces contenues dans le dossier sont les suivantes :

- Les pièces administratives :
 - o Le présent Règlement de Consultation (RC),
 - o Le contrat *valant Acte d'Engagement (AE) et Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP)*, et son annexe « Action d'insertion professionnelle »
 - o L'annexe « cotraitance »,
 - o Le cahier des clauses Particulières « Insertion »,
- Les pièces techniques :
 - o Le cahier des clauses technique particulières (CCTP), et ses annexes
 - o La trame du mémoire technique.
- Les annexes administratives :
 - o Le formulaire de candidature (qui remplace les DC1 et DC2),
 - o DC4.

5. Réponse des entreprises

5.1 Présentation des offres par les candidats

Les documents remis par les candidats seront intégralement rédigés en langue française et exprimés en euro.

5.2 Groupement d'entreprises

Plusieurs entreprises peuvent se réunir sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Toutefois, le mandataire devra obligatoirement être solidaire.

5.3 Dépôt du pli

Le pli doit être déposé avant le **25 juin 2025, 12h00**. Il est à transmettre **obligatoirement** par dépôt électronique, via la plate-forme Mégalis Bretagne : www.megalis.bretagne.bzh (aucune signature électronique n'est requise lors du dépôt. Cependant, pour l'attribution du marché au candidat retenu, il est préconisé l'utilisation de la signature électronique au format PADES). Aucun dépôt papier ne sera accepté. En cas d'indisponibilité de la plateforme le jour de la remise des plis et uniquement dans ce cas-là, le pli peut être envoyé par mail à l'acheteur via une plateforme permettant l'envoi de fichiers volumineux. Il ne sera ouvert qu'après la date et l'heure limite de remise des plis. Si besoin, des tutoriels sont disponibles sur Mégalis pour [créer un compte entreprise](#) ou [se connecter à la salle des marchés](#).

Les plis parvenus à destination après la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document ne seront pas analysés et considérés comme « hors délai ».

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Il est conseillé aux candidats d'utiliser le format PDF (Portable Document Format) pour la remise des offres.

Cependant, le candidat peut également utiliser les formats suivants :

- ODF (Open Document Format) et ses déclinaisons : ODT (texte), ODS (tableur), ODP (présentation)
- Office Open XML et ses déclinaisons : DOCX (texte), XLSX (tableur), PPTX (présentation)
- RTF (Rich Text Format)
- ZIP (archivage et compression)

Pour toute question ou problème rencontré sur la plateforme Mégalis, merci de contacter le support technique de la plateforme au : 02 23 48 04 54.

5.4 Contenu du pli

Le pli doit contenir les documents suivants :

- ☐ Le formulaire de candidature (ou, à défaut, les DC1 et DC2)
- ☐ La candidature (conformément à l'article 6.1 du présent règlement de consultation),
- ☐ Le contrat (valant Acte d'Engagement et Cahier des Clauses Administratives Particulières) et l'annexe « insertion »,
- ☐ L'annexe « cotraitance », le cas échéant,
- ☐ Le(s) DC4, le cas échéant,
- ☐ Le mémoire technique reprenant les points demandés dans la trame du mémoire technique.

Le présent règlement de consultation n'est pas à remettre. Les différentes attestations (fiscale de moins de six mois, vigilance, ...) ne sont à fournir que par l'attributaire du contrat.

6. Analyse des plis

6.1 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures sont sélectionnées au regard du niveau de capacités professionnelles, techniques et financières qui doit être suffisant pour pouvoir répondre à la consultation.

Le candidat devra fournir un dossier complet comprenant :

| |
|--|
| Si la candidature est présentée sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises : |
|--|

| |
|--|
| Identification de l'ensemble des membres du groupement |
|--|

| |
|---------------------|
| Forme du groupement |
|---------------------|

| |
|----------------------------|
| Habilitation du mandataire |
|----------------------------|

Par ailleurs, les éléments relatifs à la situation juridique et aux capacités économiques, techniques et professionnelles demandés ci-dessous doivent être fournis pour chaque membre du groupement

| |
|---|
| Renseignements concernant la situation juridique du candidat tels que prévus aux articles R. 2142-3 et R. 2142-4 du code de la commande publique : |
|---|

| |
|--|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique |
|--|

| |
|--|
| Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire |
|--|

| |
|--|
| Capacité économique et financière du candidat : |
|--|

| |
|---|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur <u>les trois derniers exercices</u> disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles |
|---|

Capacités techniques et professionnelles du candidat :

Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique – **références similaires pertinentes** au regard de la nature du marché.

Assurances

Attestation d'assurance responsabilité civile

DC4 le cas échéant

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser le formulaire de candidature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (cotraitant, sous-traitant), le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur (Voir article 6.1 du présent règlement). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 Jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du code de la commande publique, en application des critères et des modalités indiquées ci-dessous :

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Pondération |
|---|-------------|
| Prix des prestations | 50 % |
| Valeur technique de l'offre | 50 % |
| <u>Sous-critère n°1</u> : Pertinence de l'organisation et du suivi de la qualité des prestations proposée dans le cadre du présent marché : <u>30 %</u> | |
| <u>Sous-critère n°2</u> : Pertinence des moyens matériels affectés à la réalisation des prestations : <u>5 %</u> | |
| <u>Sous-critère n°3</u> : Pertinence des moyens mis en œuvre pour assurer l'hygiène et la sécurité : <u>15 %</u> | |

- **Critère « valeur technique » :**

La valeur technique sera appréciée au regard du mémoire justificatif et en application des sous-critères pondérés ci-dessus.

- **Précisions concernant l'analyse du critère prix :**

Le critère Prix correspond au montant contractuel indiqué dans le contrat.

Le prix utilisé est celui hors taxe (période initiale et reconduction) si toutes les offres sont assujetties au même taux de TVA. Dans le cas contraire, c'est le prix toutes taxes comprises qui est utilisé.

En cas d'égalité entre les offres, la différenciation se fait par rapport à la note obtenue pour le critère prix.

6.3 Négociation

L'acheteur attend des candidats leur meilleure proposition dès la remise des offres. La négociation ne sera qu'éventuelle. S'il y a une ou plusieurs séries de négociation, elle se fera par tout moyen (écrit ou oral) et pourra porter sur tous les éléments de l'offre (technique, prix...) avec le ou les meilleurs candidats au vu d'une première analyse des offres. En cas de plusieurs séries de négociation, l'acheteur se réserve la possibilité de réduire le nombre de candidats admis à la négociation au vu de l'analyse des résultats de la négociation précédente. Lors de la réponse, le candidat peut fournir un devis, à moins que l'acheteur ne fournisse ou n'exige un cadre financier de réponse particulier dans son message de négociation. En l'absence de réponse à une négociation, l'offre avant négociation est considérée comme la réponse à la négociation. L'acheteur se réserve la possibilité de faire régulariser une offre irrégulière, lors de la négociation

7. Renseignements complémentaires - contacts

Toute question, y compris concernant les voies de recours, doit être déposée via la plate-forme Mégalis Bretagne : www.megalis.bretagne.bzh. Si besoin, des tutoriels sont disponibles sur Mégalis pour [poser une question](#).